

36eme Congrès: répondre aux immenses problèmes et défis auxquels est confronté notre peuple

(contribution de Frédéric Boccara, Paul Boccara, Gisèle Cailloux, Yves Dimicoli, Denis Durand, Jean-Marc Durand, Nicolas Marchand, Catherine Mills, Alain Morin)

Face à la crise qui s'aggrave en France et dans l'Union européenne et qui va connaître de nouveaux rebonds, les politiques libérales et sociales-libérales renforcées développent les difficultés sociales ; elles mènent à l'impasse et ouvrent un espace dangereux à des tentatives de solutions autoritaires d'une gauche dénaturée ou d'une droite associée à l'extrême droite. Avec le tournant social-libéral de Hollande et du PS, nous sommes placés devant un défi historique majeur pour la construction d'un rassemblement populaire à gauche et au delà, local, national et européen, avec des propositions alternatives radicales et réalistes, immédiates et en direction d'une autre société.

C'est ce défi que notre parti et le Front de gauche doivent relever sans attendre, avec des propositions précises et des initiatives d'action rassembleuses. On ne peut différer la bataille en la renvoyant comme le fait Jean-Luc Mélenchon à l'attente d'un échec et d'un rejet en misant sur un éventuel succès électoral du Front de gauche aux élections européennes de 2014.

Le principal pour le Congrès c'est, au delà d'un texte lyrique plein de bonnes intentions, le débat et les décisions précises d'action afin d'armer les communistes pour résister et construire graduellement une alternative du plan local au plan européen.

Beaucoup de ceux qui l'ont désigné à l'élection présidentielle perçoivent dans les choix de François Hollande un grave tournant de reniement de ses promesses. Mais il faut prendre la mesure du risque de découragement que cela peut engendrer, jusque dans notre propre électorat. Il faut aussi avoir conscience de la force de la démagogie du Président de la République et de ses ministres: face à la gravité de la crise, la seule politique efficace à gauche, prétendent-ils, consisterait à concilier la compétitivité pour les marchés avec le plus de mesures sociales possibles.

F. Hollande demande qu'on lui fasse confiance, malgré les difficultés de 2013, alors que nombre de prévisions anticipent, au mieux, une croissance extrêmement faible et, au pire, une aggravation ultérieure de la conjoncture. Il assure que si la Nation fait bloc derrière ses entreprises dans la concurrence mondiale, alors, en 2014, il s'y engage, le redressement pourra commencer !

D'où son basculement en faveur d'un « Pacte de compétitivité » qui vise, en baissant le coût du travail de 6 % en moyenne avec des crédits d'impôts, à accroître les profits disponibles des entreprises et à faire confiance aux patrons pour bien les utiliser ! Ce qu'il vont s'empresser de faire, n'en doutons pas, en payant des intérêts aux banques, des dividendes aux actionnaires, et en multipliant placements financiers et délocalisations.

C'est la reprise aggravée du fallacieux « théorème de Schmidt » : les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après demain !

Bien plus, désormais sa grande ambition c'est un « compromis historique » pour un autre « modèle social français » par l'entente des travailleurs et des populations avec le patronat et les exigences des marchés prétendues « incontournables ».

Il s'agit de faire accepter par les salariés et leurs syndicats que, sous prétexte de sécurisation

de l'emploi et de facilitation des embauches, les patrons bénéficient du maximum de flexibilité pour les licenciements et de précarisation des emplois ; et cela moyennant de vagues promesses d'accroissement des emplois et de mini-mesures sociales.

Il s'agit de tirer les syndicats vers une intégration sociale institutionnalisée, présentée comme la seule alternative de gauche possible.

Bref, à l'instar du SPD allemand qui, en 1959, au Congrès de Bad-Godesberg, proclama son ralliement à l'économie de marché capitaliste et son abandon de toute référence au marxisme, Hollande veut imposer un nouvel aggiornamento du PS allant au delà de sa politique social-libérale : rejet des idées de lutte des classes, d'antagonismes avec le patronat et les multinationales, rejet du besoin de transformations radicales de maîtrise sociale et démocratique des entreprises et des marchés pour des partages de progrès social..

Ce tournant fait écho aux pressions du MEDEF mais aussi de Merkel, des multinationales, de la Commission de Bruxelles, de la BCE. Avec l'abandon des promesses électorales de Hollande et le cours pris par sa politique économique, ils ont de quoi être rassurés : ils peuvent constater la détermination du nouvel hôte de l'Élysée à tenir ses troupes, à intégrer la gauche, à isoler le PCF, à faire accepter par les Français un long chemin de réformes rétrogrades pour répondre aux exigences des marchés, pour une utilisation de l'euro maintenu aux normes allemandes et des marchés financiers et avec une concurrence destructrice, dite « libre et non faussée ».

Devant ce tournant, quelle responsabilité pour les communistes et le PCF, ainsi que de leur rôle dans le Front de gauche avec les nécessités de lutter en 2013, et la perspective en 2014, des élections municipales, puis des élections européennes!

Les défis sont multiples.

Il ne s'agit pas seulement de l'emploi, mais aussi des services publics, pas seulement de toutes les catégories de travailleurs salariés du public et du privé, mais aussi des besoins des familles, des femmes, des jeunes, des personnes âgées.

Il s'agit de développer les capacités créatrices de tous, avec une expansion sans précédent des formations et des recherches, des droits et des pouvoirs de chacun-e.

Aussi, se contenter de dénoncer le social-libéralisme de Hollande, sa capitulation, sa trahison et suggérer, comme le fait le parti de gauche, qu'il n'y a plus à gauche que le Front de gauche, et que seules importent vraiment les élections européennes où se produira alors le « choc politique », revient à faire une croix sur l'année 2013 et, au delà, sur toute perspective.

Cela reviendrait aussi à ne préparer les municipales que contre Hollande et le PS et non pour rassembler le plus possible à gauche, depuis le niveau local, à partir des besoins populaires afin d'obtenir des inflexions immédiates puis majeures et de construire des bases de résistances unitaires contre la crise et l'austérité sur les territoires. Il s'agit particulièrement de sauvegarder les services publics locaux, avec des programmes de rassemblement et beaucoup d'élus communistes.

Cela pourrait revenir, au total, à créer les conditions, face notamment aux appétits du nouveau PS, d'un naufrage aux municipales, pour le PCF tout particulièrement, et, en définitive, pour l'ensemble de la gauche et pour son avenir. On ne saurait accepter qu'une marginalisation municipale du PCF soit le prix à payer pour crédibiliser l'hypothèse du prétendu « recours » caressée par certains et l'illusion romantique que cela permette la prise

de pouvoir par la gauche radicale.

Attention donc à la petite musique qui suggère d'attendre que le PS s'effondre après l'austérité pratiquée au nom de la gauche et ne recommande pas d'agir immédiatement pour faire changer de cap. Ce serait oublier qu'il y a des millions de gens souffrants et inquiets, des dizaines de milliers d'élus de gauche, y compris socialistes ou écologistes, mécontents du rationnement organisé pour les collectivités territoriales, des militants et dirigeants socialistes pour l'heure réduits au silence par une direction du PS homogène aux ordres de l'Élysée.

Au contraire, il s'agit d'agir tout de suite, largement déployés en campagne, à la fois immédiate et de longue durée, sur des propositions rassembleuses. Il s'agit d'agir ensemble sur le terrain, à gauche :

- Contre les pressions du gouvernement et de la Commission européenne pour l'austérité. Et cela en ciblant, au delà d'une campagne contre l'austérité en général, les diverses exigences en matière de salaires, d'emplois et de services publics depuis le plan local,
- Contre la perspective dangereuse de récupération des difficultés, des protestations, des souffrances, par l'extrême-droite et le rapprochement avec elle de la droite populiste,
- Pour des rapprochements entre socialistes, communistes et gauche radicale sur des propositions concrètes exprimant précisément que d'autres solutions sont possibles.

Le congrès ne doit pas se contenter d'une posture de dénonciation, de formules lyriques et vagues, de déclarations velléitaires, en décalage avec le besoin d'action de résistance immédiate sur le réel, l'importance et la radicalité des transformations à engager.

Il ne devrait pas sous-estimer le fait que, dans les luttes pour des progrès sociaux et de civilisation, les questions de fond comme les plus immédiates ne peuvent être résolues sans ouvrir des issues précises de progrès et d'efficacité à la crise systémique en cours et sans s'attaquer aux exigences de rentabilité financière et à la domination des banques et des marchés financiers.

Il y a besoin, avec tout l'apport original des élaborations du PCF, d'une bataille sur des propositions précises, cohérentes articulant, du local au national, à l'europpéen et au mondial, des objectifs sociaux et environnementaux audacieux avec d'autres financements et de nouveaux pouvoirs.

Le Congrès aurait d'ailleurs dû permettre une mise à jour de notre programme, contribuant à celle du programme du Front de Gauche « l'Humain d'abord », avec un « Humain » précisé par des objectifs concrets.

Ces propositions visent deux grandes finalités sociales primordiales :

1- L'emploi, le travail, la formation,

2- Les services publics.

Et cela de façon articulée aux autres objectifs sociaux et sociétaux (écologie, école, santé, retraite, pouvoir d'achat, salaire, égalité hommes-femmes et action contre toutes les discriminations,...).

Quatre types de chantiers sont à ouvrir pour ce faire :

- Les chantiers de la sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu :

- progrès de l'indemnisation du chômage et de l'insertion dans l'emploi;
- affiliation de chacun, dès la fin de la scolarité, à un service public d'emploi et de formation ;
- interdiction des « licenciements boursiers » ;
- pouvoirs suspensifs et de contre-propositions des salariés contre toutes les suppressions d'emplois ;
- généralisation de la mise en formation avec conservation du salaire en vue d'un reclassement choisi;
- nouveaux contrats de travail sécurisés ;
- conférences régionales et nationale pour sécuriser l'emploi et la formation ;
- renforcement des allocations familiales et de logement ;
- fiscalité allégée pour les bas revenus.

- L'expansion de tous les services et entreprises publics (éducation, recherche, santé et hôpitaux, logement social, culture..) pour répondre aux besoins et développer toutes les capacités humaines, soutenir la demande et une autre offre. Dans plusieurs secteurs stratégiques mis à mal par les logiques capitalistes, il s'agit de porter l'exigence d'une appropriation sociale des grandes entreprises (nationalisations avec de nouveaux critères de gestion, coopératives, pôles publics, mixité à prédominance publique et sociale, nouveaux droits et pouvoirs d'intervention des salariés et usagers, etc.)

- De nouveaux financements :

- levée du dogme interdisant le soutien de la dépense publique et le financement des services publics par la BCE et création d'un Fonds social solidaire et écologique européen pour l'expansion des services publics;
- des Fonds publics régionaux pour moduler le taux des crédits pour les investissements des entreprises, notamment les PME, en fonction de leurs objectifs de développement de l'emploi, de la formation, de la recherche.
- Un pôle public financier, regroupant les institutions publiques existantes et de nouvelles nationalisations de banques, pour porter cette sélectivité du crédit, baissant le coût du capital et développant les capacités humaines ; cela irait bien au delà des limites de l'actuelle Banque publique d'investissement relançant le gâchis de fonds publics attribués aux entreprises sans changer leurs critères de gestion.
- Une réforme fiscale taxant le capital et la fortune, luttant contre les gâchis financiers et favorisant les investissements utiles à l'emploi, à la formation et respectueux des normes environnementales.

- La promotion de nouvelles relations internationales, contre les dominations, pour des coopérations et des réciprocitys à l'intérieur de l'Union européenne et avec les pays en développement et émergents et leurs forces de progrès. Cela en relation avec des propositions de lutte pour une autre Union Européenne sans domination, de l'Allemagne notamment. Une autre mondialisation est possible, nous devons y contribuer (avec des biens

et services communs et publics pour l'humanité, un autre FMI, une démocratisation profonde de l'ONU et des agences internationales, etc.)

Ces propositions viseraient, en jonction avec les mouvements sociaux, à faire reculer la désespérance et la résignation et favoriser la convergence des luttes autour d'axes de transformation s'inscrivant, à partir d'améliorations immédiates, dans un dépassement du capitalisme.

Cela contribuerait à poursuivre l'élargissement pour le rassemblement avec d'autres, afin de mobiliser à partir de nos avancées originales et du Front de gauche pour une construction sociale et politique nouvelle, face aux déceptions et au mécontentement provoqués par la politique du PS.

Organisation de grandes campagnes d'action

Il s'agit d'organiser un va-et-vient entre les luttes, les rassemblements et les expérimentations sur le terrain d'un côté et les avancées et les propositions sur des questions de fond, d'un autre côté.

Ce va-et-vient doit constituer une véritable révolution culturelle dans le PCF avec des moments d'évaluations périodiques, des bilans de luttes, des rassemblements, des propositions et leur prise en compte dans les phases électorales et aussi au quotidien.

Le congrès devrait donner une impulsion systématique à l'organisation de grandes campagnes d'action, fortes et précises, pour des alternatives aux politiques d'austérité en France et en Europe.

Front de gauche

Depuis que nous l'avons initié, le Front de gauche a grandi, il s'est installé comme une forme politique nouvelle dans le paysage national. Une évaluation sur ses avancées, mais aussi sur les difficultés rencontrées, notamment concernant les dernières élections législatives, est nécessaire.

De tels enseignements pourraient être utiles à la préparation des prochaines élections municipales. Cela exige aussi une plus grande transparence sur ce qui est en jeu pour l'avenir du Front de gauche.

Le congrès doit, conformément aux choix des communistes, réaffirmer que nous ne concevons pas le Front de gauche comme une forme transitoire vers un parti ou une " nouvelle force politique " dans laquelle ses composantes se dilueraient, mais qu'il s'agit d'un rassemblement dans lequel chacun a son autonomie, sa place et où la diversité est respectée.

C'est là que réside sa force. Cela exige le renforcement de son caractère démocratique pour plus de travail collectif, pour plus d'efficacité, au lieu de la centralisation et de la personnalisation « présidentielle ». Il doit aussi stimuler un accroissement considérable de la participation populaire, le lien avec les luttes sociales et le monde syndical. Il doit développer les actions unitaires avec toutes les forces se réclamant de la gauche.

PCF

Après des années de doute sur la possibilité d'une transformation radicale de la société, sur

les élaborations communistes originales pour des transformations économiques, sociales et politiques nouvelles, c'est un esprit de reconquête et l'affirmation d'une renaissance du PCF que cherchent à exprimer les débats en faveur du développement de l'action des communistes pour répondre aux exigences de notre temps comme aux aspirations des militants.

Cela est à mettre à l'actif de ces derniers et du débat démocratique à l'intérieur du PCF : les militants ont souvent pu résister à la grande vague de la révolution conservatrice et aux sirènes de la capitulation et du renoncement qui, en Europe et dans le monde, ont emporté, souvent à l'initiative même de leurs dirigeants, nombre d'organisations révolutionnaires.

Les divisions et les oppositions entre communistes qui se sont exprimées dans le passé récent doivent pouvoir être dépassées et leur unité transformatrice renforcée dans l'affirmation d'un PCF à l'identité profondément renouvelée, renforcée, visible; un PCF actif au service des luttes, du rassemblement des forces de changement, tout particulièrement dans un Front de gauche audacieux, et divers fronts de lutte; un PCF capable d'impulser en son sein une novation radicale, pour répondre aux besoins de la France et de son peuple.

Cette novation concerne notamment :

- Une énorme promotion de la formation des communistes, avec l'organisation de stages dans tout le pays, la publication, la valorisation et la transmission systématique des travaux des commissions de travail du PCF et la mise en relation des expériences des luttes locales avec ces travaux. Il ne s'agit pas seulement de faire accéder les communistes à la culture marxiste et à ses importants développements récents encore trop méconnus et, au delà d'eux, aux idées et propositions nouvelles pour les luttes. Il faut aussi permettre aux militants d'intervenir eux-mêmes sur l'élaboration des avancées et des propositions ;
- Un développement nouveau de la démocratie, s'opposant à une tendance à l'hypercentralisation, au non-partage de l'information, en favorisant la transparence et les interventions militantes au plus près des réalités, ainsi que la conception collective des directions que doivent être réellement les conseils élus et élisant leur secrétaire. Des évaluations autocritiques de nos activités à tous les niveaux, la rotation des dirigeants. Cela concerne l'institutionnalisation et la revalorisation de l'assemblée annuelle des animateurs de section, l'élection des délégués au congrès directement par les sections, la promotion des interventions et de la démocratie participative à tous les niveaux jusqu'à chacun-e;
- Une réorganisation pour une meilleure capacité d'action, avec un grand effort de renforcement et d'implantation. Il s'agit, en ouvrant grand les portes, de reconstruire une organisation ancrée dans les quartiers, les villages, les lieux de travail et de formation, et développant réellement tous les réseaux utiles. L'essor de l'activité et de l'organisation du Parti dans les entreprises, les groupes, les services publics, la présence de militant-e-s qui en sont issus dans les directions à tous les niveaux, doivent constituer une orientation politique majeure.